Le Courrier de l'ouest

PAYS :France
PAGE(S) :17;19
SURFACE :15 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :France-monde
DIFFUSION :94356

► 19 octobre 2020 - Edition Saumur

Cliquez ici pour voir la page source de l'article

Début de négociation de la nouvelle PAC

Une « mobilisation nécessaire » pour « négocier une nouvelle Politique agricole commune » : une quinzaine d'organisations dont Greenpeace et la Confédération paysanne ont organisé des manifestations et événements dans toute la France samedi, avant des discussions cette semaine sur la prochaine politique agricole commune (PAC). Laquelle va déterminer les sept prochaines années de l'agriculture et de l'alimentation françaises.

Un peu partout en France, des actions ont eu lieu sous le slogan « Notre assiette pour demain ». A Lille, drapeau de la Confédération paysanne sur l'épaule, Antoine Jean, producteur de lait sur une exploitation de 30 hectares à Nomain (Nord) a dénoncé « la course permanente à l'agrandissement des fermes » à cause des aides à l'hectare de la PAC. « Je suis installé paysan depuis 30 ans et j'ai l'impression de vivre toujours le même combat », dit-il. « La PAC peut changer les choses de manière importante ces prochaines années ». « Nous demandons une réforme en profondeur de la PAC qui commencera en 2023 pour transformer la façon dont nous nous alimenterons demain », a indiqué vendredi Mathieu Courgeau, paysan et président de la plateforme française « Pour une autre PAC » qui réunit 43 organisations, dont Les amis de la terre, la Confédération paysanne, Attac, Slow Food, WWF ou la ligue de protection des oiseaux (LPO).

Le conseil des ministres européens de l'Agriculture se réunit aujourd'hui et demain pour tenter de trouver une majorité qualifiée sur un ensemble de trois textes cruciaux qui détermineront la prochaine PAC. Le Parlement examine les mêmes textes à partir de demain

Ensuite, le « trilogue » (conseil européen, Parlement et Commission) devra trancher entre la fin 2020 et le début 2021 pour définir les règles qui s'appliqueront à partir du 1er janvier 2023.

Mobilisés samedi pour l'alimentation de demain.

■

02DwVFirgqSlDMhlxV1u0m_L2gruaJoCLG9UqizOmvthRNqIX_kTJV3n5VJppqEnT1nsQX-ej-RqZsTGeJt0eQ7Q-dUAb2WTRCxyo526HB8NjMx

Tous droits de reproduction réservés